

ARRÊTÉ
DE NOMINATION STAGIAIRE À TEMPS COMPLET
DE M. ou M^{me} [Nom Prénom]
GRADE [grade]

Le Maire (ou le Président) de [collectivité ou établissement public],

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
Vu le décret n° [numéro du décret] du [date] portant statut particulier du cadre d'emplois des [cadre d'emploi],
Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,
Vu la délibération en date du [date] créant un emploi de [emploi],
OU
Vu le tableau des effectifs budgétaires,
Vu la déclaration de vacance d'emploi effectuée auprès du Centre de Gestion,
Vu le certificat médical attestant l'aptitude physique à l'emploi en date du [date], (le cas échéant) Vu les services de non titulaire d'une durée de [durée], accomplis par M. ou M^{me} [Nom, Prénom], du [date de début] au [date de fin] Indice Brut [IB], Indice Majoré [IM], (*indices détenus juste avant la nomination stagiaire*),

Considérant que M. ou M^{me} [Nom, Prénom] a satisfait aux conditions de recrutement fixées par le décret susvisé,
Considérant que M. ou M^{me} [Nom, Prénom] est inscrit(e) sur la liste d'aptitude au grade de [grade] en date du [date] établie par le Centre de Gestion ou le CNFPT ou par l'autorité territoriale de [collectivité non affiliée],

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

M. ou M^{me} [Nom, Prénom] né(e) [nom de jeune fille] le [date de naissance] est nommé(e) [grade] stagiaire à temps complet à compter du [date], pour une durée de [durée],

ARTICLE 2 :

Pendant la période de stage, M. ou M^{me} [Nom, Prénom] est rémunéré(e) sur la base du [échelon] échelon (*échelon de début de carrière*), Indice Brut [IB], Indice Majoré [IM],
OU
(*le cas échéant*) l'intéressé(e) est rémunéré(e) sur la base de l'Indice Brut [IB], Indice Majoré [IM], (*pour tenir compte de l'indice acquis précédemment*),

ARTICLE 3 :

M. ou M^{me} [Nom, Prénom] est soumis(e) au régime spécial de Sécurité Sociale des fonctionnaires et est affilié(e) à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités territoriales,

ARTICLE 4 :

Avant le terme normal, il peut être mis fin au stage de M. ou M^{me} [Nom, Prénom] :
- en cas d'insuffisance professionnelle, après avis de la Commission Administrative Paritaire, dès lors que la moitié du stage sera accomplie,
- en cas de faute disciplinaire, après avis du Conseil de Discipline, dans les deux cas, la fin de stage a lieu sans préavis ni indemnité de licenciement et après communication du dossier à l'agent.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général (ou le Directeur Général) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :
- Transmis au Représentant de l'État,
- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de gestion,
- Comptable de la collectivité.

Fait à [commune], le [date]
Le Maire (ou le Président),

Le Maire (ou le Président),
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Notifié le [date]

Signature de l'agent :